

Texte de Loïc Nicolas, correction de l'exercice.

Question d'interprétation : en quoi peut-on dire que, selon l'auteur, la rhétorique est « ce qu'il y a de mieux » ?

Première thèse : si la rhétorique est « ce qu'il y a de mieux » dans le domaine des affaires humaines, c'est qu'une démonstration purement logique, rationnelle, permettant d'aboutir à une certitude incontestable, y est absolument impossible.

Argument : on pourrait en effet se dire que, dans des domaines comme la politique, la morale ou la religion, il serait préférable de s'en remettre à des démonstrations rigoureuses, purement rationnelles et logiques, comme c'est le cas en mathématiques. Dans cette optique, ce qui serait « le mieux », ce serait de supprimer tout recours à des procédés rhétoriques, fondés sur le prestige de l'orateur, sur la beauté de son discours, sur l'appel aux sentiments, etc.

Mais ceci est *rigoureusement impossible*. En effet, aucune certitude absolue ne peut être atteinte par la voie d'un pur raisonnement dans le domaine des affaires humaines, qui ne sont jamais réductibles à un calcul, à une « formule mathématique ». Comme le dit Loïc Nicolas, *personne* ne peut dire, de façon universelle et définitive, ce qui est vrai, ce qui est juste, ce qui est bon, ce qui est beau ; car il s'agit ici de jugements de *valeur*, et un jugement de valeur n'est jamais *démontrable* de façon logique. La beauté d'une œuvre n'est pas seulement affaire de raison, de logique : elle est aussi affaire de sensation, d'émotions, et plus généralement de considérations portant sur ce qui fait la valeur de l'œuvre d'art, sur la place qu'une œuvre occupe dans l'histoire de l'art, sur l'influence qu'elle a exercé, etc. Tout jugement portant sur la valeur d'une œuvre d'art prend donc appui sur des *convictions* propres au locuteur, qu'il doit défendre mais qu'il ne peut jamais démontrer de façon strictement rationnelle. De même dans le domaine politique : tout jugement concernant le fait qu'une décision soit juste ou injuste prend appui sur une certaine *conception* de la justice, sur des *convictions* politiques, sur une certaine vision du monde, de ses défauts et de ses améliorations possibles. Or là encore, ces conceptions et ces convictions peuvent être « argumentables », mais elles ne sont jamais *démonstrables* par un pur raisonnement. Même constat en ce qui concerne la morale : tout jugement moral prend appui sur des convictions qui sont liées à la *conscience* du locuteur, laquelle est liée à sa personnalité, mais aussi à son milieu socio-culturel, à son éducation, à son histoire, etc. Enfin dans le domaine religieux, ce que croit un individu est toujours lié à cette expérience intime que constitue la *foi*, qu'on ne peut jamais réduire à une démonstration rationnelle. La religion repose sur des *croiances* intimes, et non sur des démonstrations dont les conclusions s'imposeraient à tous. Pour résumer, le domaine des affaires humaines (politique, esthétique, morale, religion) impliquent des jugements de valeur qui ne peuvent jamais être considérés comme des connaissances « objectives », valables pour tous

les individus, parce qu'elles ne reposent jamais uniquement sur des démonstrations purement logiques, formelles, comme c'est le cas en mathématiques. En l'absence de certitude démontrée, « ce qu'il y a de mieux » est donc le recours à des procédés de persuasion par lesquels je tente de justifier et de défendre les *convictions* qui sont *les miennes*, par un ensemble de dispositifs de justification qui vont de l'argumentation raisonnée (appui sur des faits, exigence de cohérence, etc.) à l'appel aux sentiments, en passant par l'esthétique du discours. Là où je ne peux m'en remettre à des démonstrations logiques, la rhétorique est donc « ce qu'il y a de mieux » pour tenter de clarifier mes prises de position, les étayer et les faire valoir dans l'espace public.

Exemple : Prenons un exemple actuel : l'épidémie de Covid-19. Fallait-il prendre la décision du confinement ? Fallait-il la prendre *plus tard* ? Fallait-il *attendre* encore ? Sera-t-elle efficace pour ralentir la propagation du virus ? Il est clair qu'il est impossible d'apporter à ces questions une réponse absolument *certaine*, par la voie d'une démonstration purement logique. Car, d'une part, cette question implique des paramètres dont personne, aujourd'hui, ne peut être absolument certain, et que l'on ne peut pas prédire avec certitude par un calcul : par exemple : quand l'épidémie atteindra-t-elle son fameux « pic » ? Dans quelle mesure les interdictions seront-elles respectées ? L'épidémie sera-t-elle rendue plus dangereuse par la propagation d'un autre virus ? *etc.* Non seulement nous ne pouvons pas en être certains... mais nous ne le serons jamais ; nous ne saurons jamais si, avec d'autres mesures, le pic aurait été atteint plus tôt, plus tard, aurait été inférieur ou supérieur, etc. Car précisément, ce que nous observerons dépendra de *ce que nous aurons décidé de faire*.

Par ailleurs, il est clair que ces questions engagent des jugements liés à des *convictions* politiques : faut-il sacrifier la prospérité économique à la santé publique ? Dans quelle mesure l'État peut-il, doit-il se porter garant face aux difficultés financières que les entreprises et leurs salariés vont rencontrer du fait des mesures gouvernementales ? De façon générale, un gouvernement a-t-il le droit de restreindre les libertés des citoyens au nom de préoccupations sanitaires ? Dans quelle mesure ? Peut-on interdire, au nom de l'intérêt général, à l'épouse d'un malade d'Alzheimer de lui rendre visite alors même que ces visites apparaissent comme déterminantes pour sa survie ? Il s'agit là de considérations qui échappent à toute « certitude logique », mais qui engagent des convictions personnelles, politiques ou morales, qu'on ne peut jamais trancher par un « calcul ».

Enfin, comment éradiquer de ces prises de position la part des sentiments ? N'est-ce pas justement parce que les citoyens *s'inquiètent* du sort de leurs concitoyens qu'ils pourront respecter les préconisations sanitaires ? N'est-ce pas au nom de la *solidarité* qui est la nôtre avec les soignants que nous pouvons accepter de jouer notre propre rôle dans la lutte contre la propagation ?

On le voit, pour prendre position, il faut ici accepter de prendre appui sur des prévisions incertaines (mais que l'on peut néanmoins soutenir), sur des convictions

qui sont subjectives (mais qui ne sont pas pour autant arbitraires), sur des élans qui sont aussi « passionnels »... c'est-à-dire sur les éléments d'un discours rhétorique. Dans le domaine des affaires humaines, « l'argumentation est rhétorique... ou *elle n'est pas*. » Il n'y a pas d'autre argumentation possible que rhétorique.

Seconde thèse : si la rhétorique est « ce qu'il y a de mieux » d'après l'auteur, ce n'est pas seulement parce qu'une démonstration purement logique n'est pas possible : c'est aussi (voire surtout) parce que cette possibilité *n'est pas souhaitable*. Il est très important que les débats politiques, moraux ou religieux soient et restent « rhétoriques », et non purement logiques : car c'est ce qui rend possible une « liberté responsable ».

Argument : que se passerait-il en effet s'il était possible en matière de politique, de morale ou de religion, d'aboutir à des certitudes absolues par des démonstrations logiques (comme en mathématiques) ? Il est clair que toute diversité des « points de vue », toute divergence individuelle, tout *choix* personnel deviendrait impossible. Face à une démonstration mathématique, je ne jouis d'aucune liberté : 2 plus 2 font quatre, que cela me plaise ou non. Je *dois* accepter la conclusion, *tout le monde* doit se soumettre à la conclusion, sans pouvoir *choisir* une position. Il n'y a plus de diversité des points de vue, plus de débat possible : là où le mathématicien a parlé, tout le monde doit se soumettre au théorème.

On voit ainsi à quoi aboutirait la possibilité d'une démonstration logique dans le domaine des affaires humaines : face à une question politique, morale, religieuse, il n'y aurait plus lieu de débattre, de prendre position, de discuter ; il serait impossible d'admettre la pluralité des points de vue, des prises de position. La démocratie perdrait son sens : pour connaître « la vérité », il faudrait s'en remettre à ceux qui savent calculer.

Mais précisément, ce n'est pas le cas : et c'est justement parce que ce n'est pas le cas que la pluralité des points de vue reste possible, que chacun est appelé à *prendre position*, à *choisir* : que chacun peut être *libre* de ses jugements et de ses actes.

Face à un problème politique, moral, religieux, je dois choisir, et *assumer* mon choix ; car là où je ne peux pas me cacher derrière une « certitude mathématique », je dois reconnaître que je *choisis* ma prise de position, et je dois rendre compte de ce choix, dont je suis ainsi *responsable*. Et agir de façon responsable, c'est agir en conformité avec les convictions qui sont les miennes, de la façon que *je pense* être la meilleure, en accord avec les valeurs que je défends.

On voit donc ce que permet l'absence de « certitude absolue » rend possible : la liberté (je n'ai pas à me soumettre à une vérité qui « s'imposerait » à moi : je dois *choisir*), et la responsabilité (je dois *assumer* mes choix, en rendre compte et les défendre dans l'espace public, par des justifications qui restent toujours liées à des sentiments, des convictions, des paris : qui restent « rhétoriques »).

Exemple : Supposons que je puisse régler la question de savoir ce qu'est « la vérité » en matière de religion par une démonstration logique, aussi irréfutable qu'un théorème mathématique. Il va de soi que la « liberté de conscience » deviendrait absurde : tout le monde devrait admettre la « vraie » religion, comme tout le monde « doit » admettre la vérité du théorème de Pythagore. On devrait enseigner la « vraie » religion dans les écoles, comme on enseigne les vraies mathématiques. Il deviendrait aussi absurde de croire en une autre religion que de croire, par exemple, que $2 + 2$ font 5. La religion ne serait plus du domaine de la foi, de la conviction intime, de l'expérience personnelle de la présence de Dieu, d'une certaine interprétation des textes sacrés, *etc.* Il n'y aurait donc plus ni diversité des croyances, ni débats, ni liberté.

Au contraire, le fait qu'aucune certitude ne puisse être atteinte par la voie de la démonstration logique dans le domaine religieux rend possible la *diversité* des croyances, l'adhésion *libre* à telle ou telle communauté, l'interprétation *personnelle* des textes, *etc.* Elle fait de l'appartenance religieuse une *décision* personnelle, un choix que chacun doit assumer et qu'il peut certes défendre, promouvoir... mais sans pouvoir imposer sa croyance comme « la vérité » par un calcul irréfutable. Pour éclairer, mettre en œuvre et défendre ses croyances, chacun doit faire appel à un ensemble complexe de considérations rationnelles (faits, raisonnements), de conviction et d'expérience intime, de sentiments, de témoignages, d'autorités, *etc.* Bref : il doit prendre appui sur des argumentaires rhétoriques.

Synthèse : On voit donc que, d'après l'auteur, la rhétorique est « ce qu'il y a de mieux » pour deux raisons. D'une part, elle est ce qu'il y a de mieux parce que ce qui, dans une première approche, pourrait sembler meilleur (une démonstration purement logique, rationnelle) est *impossible*. Mais plus encore, elle est ce qu'il y a de meilleur parce que, après réflexion, ce qui pouvait sembler « meilleur »... serait en vérité catastrophique pour le domaine des affaires humaines. L'argumentation rhétorique n'est pas un « pis-aller », en l'absence (regrettable) d'une certitude logique : elle est au contraire ce qui rend possible la *liberté* de jugement et d'action dans les domaines politique, moral ou religieux, et rend ainsi chacun *responsable* des choix qu'il doit alors justifier et défendre, sans pouvoir se retrancher derrière un « calcul » objectif.